

Pionnière dans la mise en œuvre de la transition écologique et sociale, Martinville s'engage pour la démocratie : elle privilégie la qualité de vie et la participation de ses habitant-e-s.

Elle combine des politiques économiques qui valorisent les savoirs-faire locaux et mise sur l'innovation écologique locale, créatrice d'emplois. La municipalité accorde beaucoup d'importance aux services publics et à leur gestion décentralisée et communautaire ; elle a compris qu'ils pouvaient être facteurs d'emplois, de cohésion sociale, et de bien-être pour ses citoyen-ne-s. Un tel projet s'inscrit dans un véritable choix politique de long terme des Martinvillois-e-s. Ces r-évolutions ont impliqué un investissement pérenne de la part de la municipalité, tant d'un point de vue financier que politique. Elles renouvellent à la fois le fonctionnement de l'économie locale et des institutions démocratiques.

VOYAGE EN TERRE ALTERNATIVE

INTERDICTION DES PRODUITS CHIMIQUES




Sans attendre la décision du Ministère de l'écologie, la mairie de Martinville a publié un **arrêté municipal interdisant l'utilisation des désherbants contenant du glyphosate**, dont le Round up, sur la commune. La **biodiversité locale** s'est refaite une santé, de même que les habitant-e-s ! Les lacs et **cours d'eau** sont plus sains et on peut de nouveau s'y **baigner**, une raison supplémentaire de s'installer à, ou à défaut de visiter Martinville.

AGROÉCOLOGIE PAYSANNE



La mairie de Martinville a organisé une **formation en agroécologie*** pour ses **agriculteurs**. Ces derniers se sont par la suite réunis et ont associé leurs terrains pour faciliter **l'installation de deux nouvelles familles d'agriculteurs**. L'opération a créé quatre nouveaux emplois. En plus de relancer la **production maraîchère locale**, elle a **redynamisé la production laitière et fromagère** familiale.

UNE MAISON DE SANTÉ COMMUNALE



La mairie a encouragé le regroupement des professionnel-le-s de santé de la ville au sein d'une maison municipale de santé sous l'égide de l'Assurance maladie. Martinville soutient le financement de cette maison de santé grâce à une dotation du Ministère. Elle **assure des fonctions d'éducation à la santé et de sensibilisation aux grands enjeux de santé publique** (MSI, contraception, tabac, risques professionnels, alcool...). Elle permet aussi la mise en commun d'un certain nombre de coûts administratifs et techniques pour les praticien-ne-s de santé, et a **facilité la réinstallation d'un cabinet d'ophtalmologie et d'une dermatologue**.

UN SERVICE PUBLIC LOCAL DE LA VIEillesse



La refonte de la fiscalité locale et l'organisation d'une **péréquation intercommunale*** ont permis de financer la création d'un **service public de la vieillesse commun à 5 communes environnantes**, structuré autour de deux pôles : aide à domicile et résidence médicalisée. Les salarié-e-s ont **retrouvé des conditions de travail et de salaire décentes**, la qualité des prestations et des soins s'est améliorée et les **solidarités inter-générationnelles se sont développées** : l'AMAP organise régulièrement des livraisons gratuites, les écoles investissent plusieurs fois par an la résidence Zensénior pour des spectacles et des rencontres.

MIXITÉ EN VILLE



Pour organiser l'arrivée de nouvelles familles à Martinville, les habitant-e-s ont **conçu avec la mairie les plans d'aménagement d'un nouveau quartier** qui contient plusieurs logements pour loger des familles aux revenus plus modestes, des commerces, une maison de santé communale et un établissement scolaire. **Ce mélange des fonctions de la ville prévient l'étalement urbain*** et l'**accès uniquement piéton** évite les embouteillages bryants ainsi que les accidents de la route à côté des écoles.

MARTINGAL GARANTIT L'ÉCONOMIE LOCALE



Les 8 associations de Martinville, s'inspirant d'exemples venant de Bayonne ou de Grèce, ont décidé de créer la Martingal. Cette **monnaie locale*** ne peut être utilisée que dans les **commerces locaux respectant une charte d'éthique sociale et environnementale** émise avec la martingal. Après quelques années, la Martingal circule autant que l'euro ce qui a permis aux **commerces de Martinville de s'épanouir**. Depuis, le boucher de Martinville a pu offrir un CDI à son jeune apprenti alors que la boulangerie vend désormais tous ses pains bio à un tarif accessible.

MARCHÉS PUBLICS ÉQUITABLES




Martinville a souhaité **privilégier les entreprises respectant des normes sociales et environnementales** dans sa politique de **marchés publics**. Elle a mis fin au contrat de sous-traitance des **cantines scolaires** avec la multinationale Sorein et **créé un service de cuisine approvisionné par les producteurs locaux**. Elle a ainsi créé deux emplois. Elle s'approvisionne en priorité en produits issus du commerce équitable, et privilégie les commerces de détail locaux pour ses commandes de matériels scolaires et éducatifs, ainsi que pour ses fournitures de bureaux et d'entretien.

RÉDUIRE LA POLLUTION EN VILLE



La mairie de Martinville a choisi de développer son réseau de **pistes cyclables** et de réduire sa flotte de véhicules polluants. Le **centre de Martinville** est désormais **piéton** et la politique de développement d'espaces verts co-gérés par les habitant-e-s a transformé la physionomie de la ville. Du reste **les habitant-e-s** et usager-es sont invité-es à **laisser leurs voitures à son entrée**.

SPECIALITÉ TERRITORIALE



L'entreprise Fromartin a gagné le concours des meilleurs produits IGP* et AOC de l'année. La **protection des IGP** dont l'entreprise a bénéficié lui ont permis de **renouveler une partie de son matériel et de créer deux emplois** : l'un pour la collecte du lait, l'autre autour des activités de promotion et d'animation à partir du terroir et de ses savoirs-faire.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



À la faveur d'un changement législatif, la mairie de Martinville est passée en **régie locale de distribution et production d'électricité**. Elle s'est réappropriée les réseaux locaux de distribution et a **contracté avec la coopérative de production d'énergie EnerVie**. Elle cofinance désormais la coopérative qui a installé une dizaine d'éoliennes et des panneaux solaires sur les établissements publics. **Martinville est désormais autonome en électricité 100% renouvelable**, les Martinvillois-es réduisent leur consommation et y ont accès à un tarif attractif.

ALIMENTATION DE PROXIMITÉ




En plus du marché les samedis matin, Martinville comprend désormais une épicerie paysanne, qui **vend des paniers** de légumes produits localement, aux **prix avantageux** que permet la vente directe. Ces circuits courts ont tissé des **liens plus solidaires** entre les habitant-e-s de la ville grâce à cette **relation directe entre consommateurs et producteurs**. Les enfants sont accueillis dans les fermes pour des activités péri-scolaires, les adolescent-e-s y trouvent des emplois estivaux, une foire bio se tient deux fois par an.

MISE EN PLACE D'UNE ÉCONOMIE SOBRE EN DÉCHETS



Désireuse d'améliorer sa politique de gestion des déchets, la mairie de Martinville a décidé de **soutenir une coopérative de recyclage et de réutilisation**. Ses quatre salarié-e-s enseignent aux habitant-e-s à fabriquer leur mobilier ou leur matériel électronique à partir des matériaux récupérés. De leur côté, associations et habitant-e-s réunissent leurs déchets pour produire du **compost qui fournit l'engrais naturel pour les jardins de la ville**.

L'EAU, UN BIEN COMMUN



Sous la pression des Martinvillois-e-s mécontent-e-s du coût et de la qualité de l'eau distribuée par l'entreprise Voila Environnement, la mairie n'a pas renouvelé son contrat de délégation de distribution et d'assainissement de l'eau. Elle a au contraire organisé un **référé local** proposant de faire de l'eau un "bien commun". Les **services de l'eau ont été ramenés en régie municipale**. Un Conseil de l'eau associant les habitant-e-s de Martinville a été créé afin d'en assurer une **gestion partagée et équilibrée**. Trois emplois ont ainsi été **réinternalisés**.

Comment agir ?

Si vous aussi êtes convaincu-e-s que la privatisation des services, la désagrégation sociale et le sacage de nos territoires par les multinationales ne sont pas une fatalité, vous pouvez agir !

Rejoignez la campagne internationale Stop TAFTA !

- Informez vos proches, collègues... **Signez et faites signer la pétition** de l'Initiative européenne pour l'arrêt des négociations : >> collectifstopafta.org
- Contactez vos **élu-e-s locaux**, et parlez leur du **TAFTA** et de ses **conséquences** potentielles sur votre commune, envoyez leur cette infographie, demandez un rendez-vous ! Vous pouvez notamment proposer à votre commune de se déclarer "Zone hors TAFTA" (voir la carte collectivités sur le site collectifstopafta.org)
- Des **collectifs Stop Tafta** existent dans de **nombreuses villes**, contactez le plus proche de vous ! (voir les collectifs locaux sur collectifstopafta.org)
- Soutenez les producteurs locaux proches de vous, **achetez local**, privilégiez les petits producteurs.
- Rejoignez les groupes et les **réseaux de citoyen-ne-s** qui s'organisent près de chez vous pour **défendre les services publics locaux**, s'opposer aux projets néfastes aux écosystèmes locaux...

Contactez-nous pour en savoir plus ! >> aitec.reseau-ipam.org ou >> collectifstopafta.org

TERRITOIRE TAFTA ou TERRITOIRE D'ALTERNATIVES ?

- Économie générale
- Agriculture
- Énergie et climat
- Services

Glossaire

Agroécologie : Système de production agricole caractérisé par son objectif écologique. Il vise à accroître la biodiversité en évitant les monocultures, il envisage la fertilisation des sols par le recours aux engrais verts et au compost, il repose sur une gestion économique et optimale de l'eau etc.

AMAP : Association pour le maintien de l'agriculture paysanne. Fonctionne sur un partenariat privilégié entre un producteur agricole qui s'engage à offrir régulièrement un panier de produits fermiers à un prix équitable et des consommateurs qui s'engagent à régler en avance le prix de leur consommation.

Biens communs : La dénomination s'applique à des patrimoines collectifs nécessaires à la vie et aux activités humaines (eau, air, forêts) ou des patrimoines sociaux (sécurité professionnelle des salarié-e-s, accès au numérique). L'accès à ces biens communs doit donc être généralisé : deux conditions de cet accès sont notamment la gratuité et leur gestion collective et démocratique.

Étalement urbain : Processus de développement des surfaces urbanisées en périphérie des villes. Il entraîne une hausse des coûts de construction et d'entretien des réseaux (eau, gaz, électricité, téléphone, internet) mais aussi une hausse des circulations automobiles nécessaires pour desservir les lieux de travail ou de services.

Intercommunalité : Regroupement de communes au sein d'une structure légale afin de faciliter les coopérations et les complémentarités dans un certain nombre de domaines, comme l'eau, les ordures, les transports, etc.

IGP : indications géographiques protégées (Appellation d'origine contrôlée - AOC -, Appellation d'origine protégée - AOP -, etc.). Par exemple, le roquefort ne peut être vendu sous son nom que s'il a été produit dans la région concernée, avec des matières premières et selon un savoir-faire bien particuliers.

Monnaie locale : la première fonction d'une monnaie locale est de faciliter les échanges de biens. Elle ne s'utilise que sur un territoire limité pour des achats de produits ou de services locaux. Ainsi, les échanges entre acteurs locaux sont revalorisés. Une monnaie locale peut donc redynamiser une économie locale en difficulté en encourageant la consommation intérieure.

Participation des habitant-e-s : Désignée aussi sous le terme "démocratie participative". Elle permet aux citoyen-ne-s de jouer un rôle actif dans la prise de décision à l'échelle d'une commune. Ceux/celles-ci peuvent donner leur avis sur un projet, proposer des innovations, voire assurer la gestion d'un équipement en collaboration avec la municipalité.



Remerciements :
Tanguy Le Bihan, Denis Pichelin